

**ARRÊTE DE VOIRIE PORTANT
AUTORISATION DE STATIONNEMENT POUR EMMÉNAGEMENT**

LE MAIRE,

VU la demande en date du 28 octobre 2022 par laquelle les Déménageurs Bretons
demeurant rue Denis Papin ZAC de la Varenne 17 430 TONNAY CHARENTE

sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public : stationnement d'un véhicule de 19 m³ sur
une longueur de 15 mètres pour l'emménagement de madame Chantal FONTAN au droit de la
propriété sise 11 rue de Courgains, cadastrée section AB n° 336 sur la route départementale
n°19 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

VU l'état des lieux;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Autorisation.

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande :
stationnement d'un véhicule de 19 m³ sur une longueur de 15 mètres pour un emménagement à
charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

ARTICLE 2 - Prescriptions techniques particulières.

La libre circulation des piétons devra être assurée en toute sécurité,

Dès la fin du déménagement, le domaine public devra être remis dans son état initial.

Les travaux de remise en état seront à la charge du bénéficiaire.

Le bénéficiaire sera attentif à la présence, du mobilier urbain (potence, candélabre...) à
proximité de son chantier.

Le bénéficiaire sera attentif à la présence de panneaux de signalisation à proximité de son
chantier.

ARTICLE 3 - Sécurité et signalisation de chantier.

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément à l'instruction interministérielle sur la
signalisation routière figurant sous le titre " Huitième partie : signalisation temporaire ".

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier de jour comme
de nuit et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette
signalisation.

ARTICLE 4 - Implantation et ouverture de chantier.

Le bénéficiaire informera le signataire du présent arrêté ou son représentant avant le début du
stationnement afin de procéder à la vérification de l'implantation.

Cette dernière est autorisée le 8 et le 9 novembre 2022 de 8h à 18h.

ARTICLE 5 – Responsabilité.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - Formalités d'urbanisme.

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

ARTICLE 7 - Validité et renouvellement de l'arrêté.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de deux journées le 8 et le 9 novembre 2022 de 8h à 18h.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera publié électroniquement conformément à la réglementation en vigueur sur le site internet de la commune de Marolles-les-Braults.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes 6 allée de l'Île Gloriette 44 000 NANTES dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou publication.

ARTICLE 10

- les Déménageurs Bretons rue Denis Papin ZAC de la Varenne 17 430 TONNAY CHARENTE
- monsieur le maire de la commune de Marolles-les-Braults et
- monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Marolles-les-Braults

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marolles-les-Braults, le 3 novembre 2022

Le Maire,
Francis BELLUAU



DIFFUSIONS

Les Déménageurs Bretons, pour attribution,
la commune de Marolles-les-Braults, pour attribution et
la brigade de gendarmerie de Marolles-les-Braults, pour attribution.

Publié par voie électronique le 3 novembre 2022.

